



Communiqué de presse
Paris, le 16 novembre 2009

Baromètre AFD / Ifop 2009

Malgré la crise, les Français approuvent l'aide au développement et souhaitent mieux en connaître les résultats

Alain Joyandet, Secrétaire d'Etat à la Coopération et à la Francophonie et Jean-Michel Severino, Directeur général de l'AFD présentent ce matin les résultats de la 4^e édition du baromètre AFD / Ifop.

Cette année, ce baromètre s'est focalisé sur les attentes des Français en matière d'aide publique au développement dans un contexte économique et social difficile.

Les Français sont conscients de l'importance de cette aide dans la gestion de la crise mondiale et du rôle que la France doit jouer dans ce domaine. L'étude révèle également que les Français expriment un réel besoin d'informations pour mieux appréhender l'aide au développement et en évaluer l'efficacité.

Le rôle de la France jugé important dans la gestion de la crise

Le baromètre AFD / Ifop révèle que l'action de la France en matière d'aide publique au développement est perçue comme légitime. **Pour 6 Français sur 10, la France joue un rôle important, au niveau mondial, dans la lutte contre la pauvreté** et doit continuer de développer sa propre politique d'aide au sein de l'Europe (76%). Cette opinion concerne aussi bien l'aide bilatérale que multilatérale (Unitaid, Fonds mondial de lutte contre le sida et la tuberculose, Fonds Européen de Développement, etc.).

« Nos concitoyens semblent déterminés, malgré la crise, à ne pas abandonner des populations à la pauvreté endémique, en Afrique et ailleurs. Tant que nous sommes portés par la motivation des Français, nous ne perdons pas de vue l'objectif de rester une nation-phare dans le domaine de l'aide au développement. Notre savoir-faire pour accompagner les populations démunies sur la voie de la croissance est reconnu partout dans le monde. Renoncer à notre effort de solidarité reviendrait à déclencher une bombe à retardement » commente Alain Joyandet, Secrétaire d'Etat à la Coopération et à la Francophonie.

En outre, 66% des personnes interrogées estiment légitime, malgré la crise et les difficultés budgétaires qu'elle rencontre, que la France aide les pays en développement.

Conscients de l'importance de l'aide au développement dans la gestion de la crise mondiale, une large majorité des personnes interrogées (57%) souhaite que ce budget soit maintenu ou augmenté. Ils sont par ailleurs, 71% à estimer important que l'Europe augmente son aide.

Des Français soucieux de l'efficacité de l'aide

Si une majorité des Français juge l'aide efficace (58%), elle estime qu'elle pourrait l'être davantage. Les personnes interrogées identifient deux principaux freins : la corruption à l'intérieur des pays (53%) et l'instabilité politique (31%).

Pour remédier aux problèmes de corruption, **les Français plébiscitent le soutien aux partenaires locaux** : collectivités locales des pays en développement (38%), ONG et associations françaises qui œuvrent pour

l'APD (38%), etc. Ils se prononcent également **en faveur d'une aide fondée sur des principes d'autonomie** tels que la mise en place d'une politique de transfert de compétence et de savoir-faire (45%) ou la définition et la mise en œuvre de politiques publiques (28%).

En toute cohérence, **les pays d'Afrique Subsaharienne restent la zone prioritaire** dans laquelle la France doit intervenir. En outre, les Français jugent que la France doit également soutenir les pays émergents que sont **l'Asie et l'Amérique du Sud pour les aider à lutter contre le réchauffement climatique**.

Une demande d'information sur les résultats des projets

Paradoxalement, l'aide au développement reste encore méconnue pour un tiers des Français. Afin d'être en mesure d'apprécier l'efficacité des actions menées, **68% des personnes interrogées réclament plus d'informations**. Elles souhaitent prioritairement **avoir de la visibilité sur les projets, leurs résultats** ou encore les moyens de contrôle mis en place. Notons que cette attente d'informations est partagée par l'ensemble des Européens, comme l'a révélé l'Eurobaromètre spécial «L'aide au développement en période de crise économique» publié en octobre dernier*.

Télécharger les résultats des sondages AFD / Ifop
« Les Français et l'aide au développement » en cliquant ici

* Rapport [Eurobaromètre spécial «L'aide au développement en période de crise économique»](#), publié en octobre 2009

* Note méthodologique :

Echantillon de 1006 personnes, représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu en face-à-face au domicile des personnes interrogées. Terrain du 9 au 17 juillet 2009.

A propos du ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE)

Les orientations stratégiques sectorielles de la politique française d'aide publique au développement et les priorités géographiques sont décidées par le Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID).

Les cinq secteurs d'intervention prioritaires de la coopération française sont les suivants : santé, éducation et formation professionnelle, agriculture et sécurité alimentaire, développement durable, soutien à la croissance

Au sein du MAEE, la Direction générale de la mondialisation, du développement et des partenariats (DGM) est chargée de la représentation du ministère au sein du co-secrétariat du CICID. Définissant les orientations de la politique publique d'aide au développement sous l'autorité du ministre des Affaires étrangères et européennes et du secrétaire d'Etat en charge de la coopération, la DGM assure la coordination des instruments d'intervention ainsi que la convergence et la cohérence avec nos partenaires européens, communautaires et multilatéraux.

www.diplomatie.gouv.fr

A propos de l'AFD

L'Agence Française de Développement est un établissement public qui agit depuis plus de soixante ans pour combattre la pauvreté et favoriser le développement dans les pays du Sud et dans l'Outre-mer. Elle met en œuvre la politique de développement définie par le Gouvernement français. Présente sur le terrain dans plus de 50 pays, l'AFD finance et accompagne des projets qui améliorent les conditions de vie des populations, soutiennent la croissance économique et protègent la planète : scolarisation des enfants, appui aux agriculteurs, soutien aux petites entreprises, adduction d'eau, préservation de la forêt tropicale et de la biodiversité, lutte contre le réchauffement climatique... Pour permettre un développement vraiment durable, ce sont les partenaires du Sud, gouvernements, organisations non gouvernementales, entreprises, collectivités locales, qui proposent et mettent en œuvre les projets que l'AFD finance. Une large gamme d'instruments financiers et techniques répond à leurs besoins : subventions, garanties, prises de participation, prêts aidés, prêts à condition de marché et assistance technique. En 2008, l'Agence a consacré 4,5 milliards d'euros au financement d'actions dans les pays du Sud et en faveur de l'Outre-mer. Ces financements ont notamment concerné la scolarisation de 7 millions d'enfants et l'approvisionnement en eau potable de 4,4 millions de personnes. Les projets d'efficacité énergétique sur la même année permettront d'économiser 3,3 millions de tonnes de CO2 par an.

www.afd.fr

Contacts presse AFD :

Laure Weisgerber, weisgerberl@afd.fr – Tél. : 01 53 44 30 57

Anne-Sophie Morizot (Hopscotch), asmorizot@hopscotch.fr – Tél. : 01 58 65 00 88

Contact presse Secrétaire d'Etat à la Coopération et à la Francophonie :
Claire Bourgeois, claire.bourgeois@diplomatie.gouv.fr – Tél : 01 43 17 65 28